

Brochure n° 3359

Convention collective nationale
IDCC : 2754. – **MAGASINS PRESTATAIRES DE SERVICES
DE CUISINE À USAGE DOMESTIQUE**

AVENANT « SALAIRES » N° 5 DU 21 AVRIL 2011

NOR : ASET1150783M

IDCC : 2754

Entre :

Le SNEC,

D'une part, et

La FS CFDT ;

La CFTC ;

La FEC FO,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Champ d'application

Le présent avenant détermine certaines dispositions particulières applicables aux salariés des entreprises comprises dans le champ d'application territorial et professionnel de la convention collective nationale des magasins prestataires de services de cuisine à usage domestique en matière de salaires.

Cet avenant modifie les dispositions générales de ladite convention collective.

Article 2

Portée du présent avenant

L'ensemble des dispositions contenues dans le présent avenant est de portée nationale et impérative. Il ne peut être dérogé au présent avenant, pour tout ou partie, que dans un sens plus favorable aux salariés.

Article 3

Objet

Le présent avenant a pour objet de revaloriser la grille salariale prévue à l'article 14.4 « Salaires minima conventionnels au regard de la classification des catégories de salariés » de la convention collective des magasins prestataires de services de cuisine à usage domestique comme suit :

Pour 151,67 heures par mois, en date d'avril 2011 (base Smic horaire : 9 €).

Valeur du point : 6,97 €.

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	COEFFICIENT	SALAIRE mensuel brut
I	1	200	1 393,00
	2	206	1 435,82
	3	210	1 463,70
II	1	220	1 533,40
	2	226	1 575,22
	3	230	1 603,10
III	1	245	1 707,65
	2	250	1 742,50
	3	255	1 777,35
IV	1	270	1 881,90
	2	280	1 951,60
Agents de maîtrise V	1	295	2 056,15
	2	310	2 160,70
Cadres VI	1	335	2 334,95
	2	423	2 948,31
VII		480	3 345,60
VIII		550	3 833,50
IX		600	4 182,00
X			Hors grille

Article 4

Durée. – Dénonciation. – Révision

Le présent avenant est conclu pour une durée indéterminée à dater de son entrée en vigueur.

Il peut être dénoncé par l'une quelconque des parties sous réserve de respecter un préavis de 6 mois. Cette dénonciation devra être notifiée par lettre recommandée avec avis de réception et adressée à toutes les organisations syndicales signataires.

Le présent avenant est révisable à tout moment suite à la demande de l'une quelconque des parties signataires et par accord entre elles.

Article 5

Dépôt

Le présent avenant sera déposé à la direction générale des relations du travail.

Fait à Paris, le 21 avril 2011.

(Suivent les signatures.)